

N° DP 23/973

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'USAGE CYNEGETIQUE AVEC LA SOCIETE DE CHASSE "LA SARCELLE" PORTANT AUTORISATION DE CHASSER SUR LA PRESQU'ILE DE GIENS - COMMUNE DE HYERES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la compétence « Actions de Valorisation du Patrimoine Naturel et Paysager » acquise lors du passage en Métropole au 1^{er} janvier 2018,

VU la décision métropolitaine n° 20/357 du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral incluant le massif de la Colle Noire signée le 28 septembre 2020,

VU le projet de convention cynégétique portant autorisation de chasser sur la commune de HYERES, annexé à la présente décision,

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement et de la valorisation du site, il convient de gérer les espaces naturels dévolus à la chasse, d'en réglementer les usages et d'y faire pratiquer une chasse exemplaire et durable, compatible avec les objectifs de préservation des équilibres écologiques et d'accueil du public,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, Gestionnaire souhaite maintenir la tradition cynégétique sur son territoire,

CONSIDERANT que la précédente convention est arrivée à expiration,

CONSIDERANT que les modalités du projet de convention ont été définies en concertation avec la Société de chasse « La Sarcelle » et le Conservatoire du littoral,

CONSIDERANT que le Conservatoire du littoral a émis un avis favorable sur le contenu du projet de convention,

CONSIDERANT que la présente convention est octroyée pour une période déterminée de 6 ans, sans possibilité de reconduction tacite,

CONSIDERANT que la présente Convention est consentie moyennant le règlement d'une redevance de 5 € par hectare et par an, soit 555 € annuels, minorés d'un abattement de 20 % conformément aux dispositions de l'article 3 de la convention, soit 444 € annuels,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention tripartite entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Le Conservatoire du Littoral et la Société de chasse « La Sarcelle », portant autorisation de chasser sur la Presqu'île de Giens – Commune de Hyères.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes correspondantes seront affectées au Budget Principal pour l'année 2023 (et suivantes).

La présente Décision sera

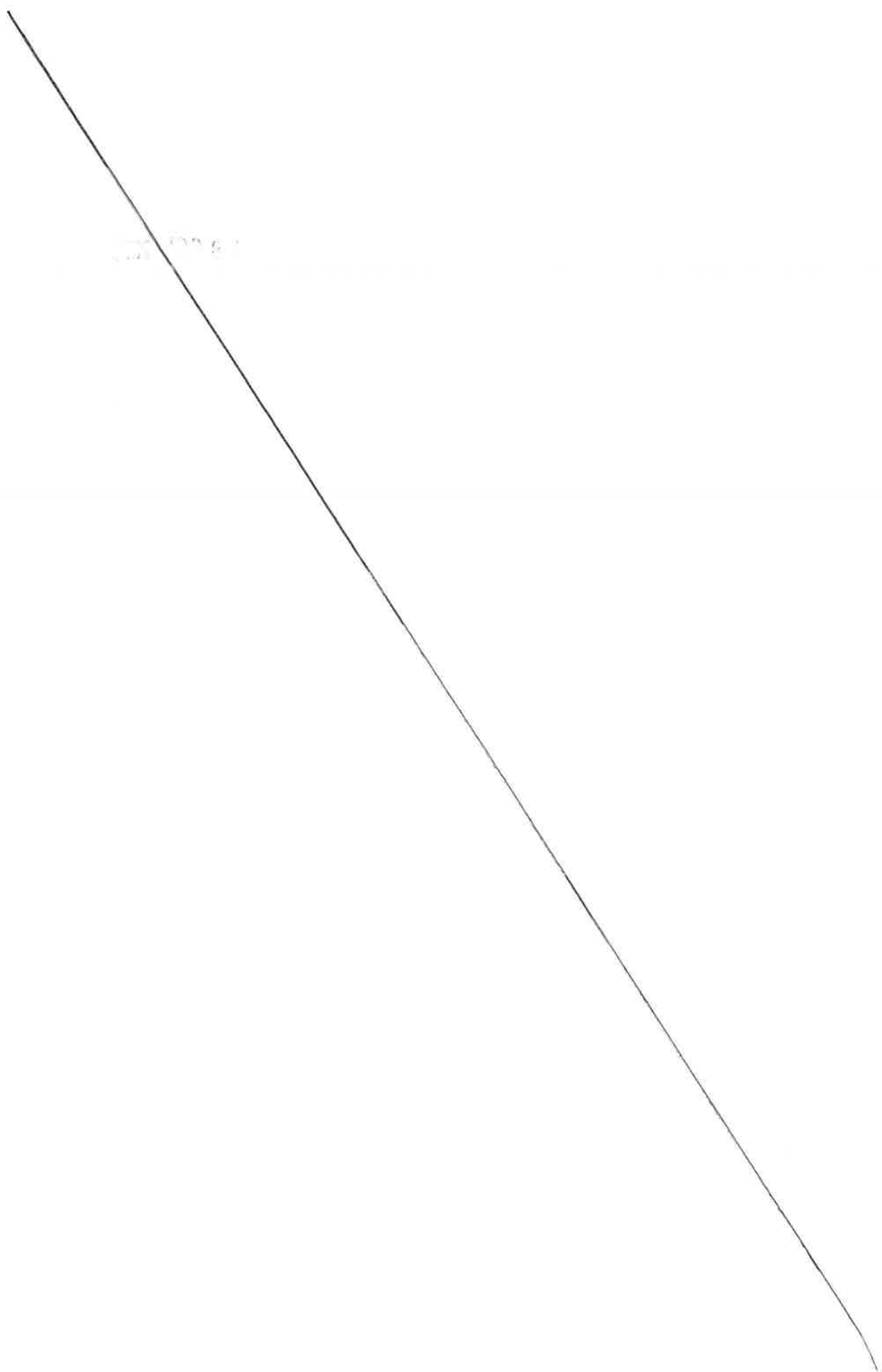
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'USAGE CYNEGETIQUE

**SITE DE LA PRESQU'ILE DE GIENS N°83/327
COMMUNE DE HYERES, (VAR)
Territoire de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée
N° SICLAD :**

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,
Vu les articles L.420-1 et suivants du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,
Vu le code de général de la propriété publique, et notamment les articles L. 2122-1 et suivants et L. 2125-1 ;
Vu le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique du Var en date du 8 juillet 2016 en cours de renouvellement,
Vu la convention de gestion multi sites de la métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 28 septembre 2020,
Vu le plan de gestion du site de 2020
Vu l'avis favorable du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral en date du 19 décembre 2017,

ENTRE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, CS 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par sa Directrice, Mme Agnès VINCE, agissant en application de l'article R. 322-37 du code de l'environnement
Ci-après dénommé le « **Conservatoire du littoral** »,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83 041 TOULON CEDEX, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole en application de la délibération métropolitaine n° 23/05/078 du 04 mai 2023, gestionnaire du bien désigné ci-après et Ci-après dénommée « **Gestionnaire** »,

ET

L'association de chasse dénommée ci-après la société Arbanaise de chasse – « La Sarcelle », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, située sur Giens et représentée par son Président Monsieur Jean Pierre CZERNIAK demeurant 2 rue des Martins Pêcheurs Giens 83400 HYERES,
Ci-après dénommée « **Bénéficiaire** ».

D'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

A. CONTEXTE GENERAL ET PARTICULIER AU SITE

Le Conservatoire du littoral est un établissement public de l'Etat créé par la loi n°75-602 du 10 juillet 1975 afin de mener dans les cantons côtiers, les communes littorales et les communes riveraines des lacs et plans d'eau d'une superficie au moins égale à 1000 hectares une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (art L.322-1 du Code de l'Environnement).

L'article L.322-9 du code de l'environnement précise que « *le domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres est du domaine public à l'exception des terrains acquis non classés dans le domaine propre. Dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace, ce domaine est ouvert au public* ».

L'article L. 322-9 du code de l'environnement précise que « *Le Conservatoire du littoral et le gestionnaire peuvent autoriser par voie de convention un usage temporaire et spécifique des immeubles dès lors que cet usage est compatible avec la mission poursuivie par le Conservatoire du littoral* », telle que définie à l'article L. 322-1 du présent code.

Le Conservatoire a, par ailleurs, signé le 26 mars 2019 avec l'Office national de la chasse et de la faune sauvage une "charte pour une gestion cynégétique intégrée des terrains du Conservatoire" qui définit les modalités de coopération entre les deux établissements, afin de favoriser la protection et la gestion rationnelle de la faune sauvage, autorisée à la chasse ou non. Ces modalités seront reconduites entre le Conservatoire et l'Office français de la biodiversité.

Des partenariats avec les fédérations départementales et le Conservatoire permettent de travailler sur la préservation de la biodiversité, la sensibilisation à l'environnement et la gestion des populations d'animaux les populations d'animaux susceptibles de créer des déséquilibres écologiques, de provoquer des dégâts aux cultures et aux récoltes sur les propriétés riveraines du domaine placé sous la responsabilité du Conservatoire du littoral.

Contexte particulier au site

Le Conservatoire du littoral est propriétaire d'un ensemble immobilier sur le site de la presqu'île de Giens sur la commune de Hyères dans le département du Var, géré par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les parcelles concernées par la présente convention ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration [entre le 27/10/1999 et le 21/11/2013 et relèvent par conséquent du domaine public.

En application de l'article L.322-9 et R.322-7 du code de l'environnement ces parcelles/ensemble immobilier relèvent du domaine public.

B. ORIENTATIONS GENERALES ET PARTICULIERES DE LA GESTION CYNEGETIQUE SUR LES TERRAINS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

La gestion cynégétique sur les sites du Conservatoire a pour objectifs de :

- ♦ Concourir au maintien, voire à l'amélioration de la biodiversité, de la faune sauvage et de ses habitats ;
- ♦ Garantir la compatibilité de l'exercice de la chasse avec l'ouverture au public par des modalités adaptées (zonage, pratiques, jours et heures de chasse etc.) ;
- ♦ Permettre la pratique d'une chasse durable et accessible à tous, intégrée à la gestion du site du Conservatoire ;
- ♦ Contrôler et réguler par la chasse* les populations d'animaux susceptibles de créer des déséquilibres écologiques (ESOD), de provoquer des dégâts aux cultures et aux récoltes sur les propriétés riveraines ;
- ♦ Favoriser la diversité des populations naturelles d'espèces gibier naturelles des sites dans le respect des dispositions du plan de gestion (gestion de la pression de chasse).

* dans le cadre de battues administratives sous l'autorité du lieutenant de louveterie

Orientations de gestion du site

La gestion des sites a pour objectif le respect des équilibres écologiques, tout en intégrant les exigences écologiques, scientifiques, culturelles, économiques, sociales et récréationnelles présentes sur les sites ainsi que les particularités territoriales. La gestion cynégétique et notamment l'activité de chasse peut être un des volets de la gestion générale conformément à l'article L.420-1 du Code de l'Environnement.

La pratique de la chasse sur la Presqu'Ile de Giens concerne principalement la chasse au gibier migrateur.

Les principales orientations de gestion du site, et notamment des parcelles objets de la présente convention sont :

- La préservation des écosystèmes littoraux et le caractère des lieux,
- L'accueil du public, notamment au niveau du sentier du littoral qui ceinture le massif forestier en bord de falaises et à une échelle plus globale (OGS, Métropole),
- La protection de la biodiversité et des paysages vis-à-vis des principales menaces et pressions (incendie de forêt, cabanons, chasse, forte fréquentation),
- L'amélioration des connaissances et la valorisation des richesses naturelles et culturelles,
- La prise en compte du changement climatique dans les modes de gestion,

L'action 12 du plan de gestion de Giens vise à « Encadrer les activités cynégétiques » :

- Limiter les pratiques de chasse ayant un impact sur les équilibres écologiques et les autres activités de loisirs,
- Poursuivre le suivi des pratiques de chasse, notamment le suivi des populations de sanglier.

ARTICLE 1 : ARTICLE 1 : **OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser en accord avec le gestionnaire du site, les conditions dans lesquelles le Conservatoire du littoral titulaire du droit de chasse, accorde au Bénéficiaire **l'autorisation de chasser**.

Le Bénéficiaire est autorisé à chasser selon les principes généraux définis dans le Préambule et les modalités particulières décrites dans le cahier des charges (cf. annexe 3), sur les parcelles suivantes* :

Liste des parcelles avec installations fixes

Communes	Section	Numéro	Surface chassable	Surface non chassable ¹ (hors battue aux sangliers)	Installation(s) utilisée(s) ²
Hyères /Giens	HD	27	Sans objet	Sans objet	1 poste
Hyères / Giens	OG	1504	Sans objet	Sans objet	3 postes
TOTAL					4 postes

***Les listes et la carte de localisation des parcelles chassées et non chassées sans installation fixe figurent en annexe 1 de la présente convention.**

ET

Tel que délimitées au plan annexé à la présente convention. Elles représentent une contenance totale de 125 ha dont **87 ha chassables** comprenant **4 postes fixes** pour la chasse à tirs des grives au posé.

La présente convention n'emporte pas le droit de destruction.

La présente convention d'occupation du domaine public est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques. La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

Des modifications mineures à la présente convention (surface, périodes, etc.) peuvent intervenir par voie d'avenant après accord des parties signataires, à chaque intersaison et au plus tard un mois avant l'ouverture de la chasse.

Tout changement ou arrivée d'un nouveau gestionnaire, entraînera la signature d'un avenant entre les parties, valable jusqu'au terme fixé dans la présente convention. Cet avenant ne pourra pas remettre en cause les clauses de la présente convention sauf accord exprès de toutes les parties.

ARTICLE 2 : **DUREE**

La durée de la présente convention est de 6 ans.

Elle prendra effet le 1^{er} septembre 2023 pour se terminer de plein droit le 31 août 2029 sans possibilité de reconduction tacite.

Elle n'ouvre pas droit à indemnité.

¹ En dehors des autorisations délivrées pour les ESOD. Préciser la nature de non chasse: réserve de chasse, réserve naturelle réglementaire, réserve dans le cadre de la présente convention, réserve ACCA

² Chasse de nuit avec installation pérenne (indiquer n° immatriculation tonne). chasse de nuit sans installation pérenne, palombière, pantes, autres (préciser)

ARTICLE 3 : **REDEVANCE**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement par le Bénéficiaire **d'une redevance annuelle de 444 €** (après abattement de 20%, compte tenu des engagements du Bénéficiaire en faveur de la gestion du site et de sa conservation). Elle est payable le 1^{er} octobre de chaque année auprès du percepteur de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le mode de calcul de la redevance est détaillé en annexe.

En cas de difficulté financière ponctuelle, le Bénéficiaire peut solliciter le Gestionnaire qui perçoit la redevance pour solliciter un paiement échelonné.

En cas de difficulté financière grave, une remise partielle ou totale de la redevance peut être envisagée. La demande doit être formulée par courrier motivé et circonstancié auprès du Gestionnaire (copie au Conservatoire du littoral, le cas échéant).

ARTICLE 4 : **DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

4.1. Conditions générales de d'exercice de la chasse

L'autorisation de chasser est accordée uniquement au Bénéficiaire désigné ci-avant, elle ne peut pas être cédée à un tiers.

Le Bénéficiaire prend également en charge l'ensemble des dépenses qui relèvent des obligations réglementaires de l'organisation de la chasse : adhésion à la FDC, achat bracelets, taxe à l'hectare le cas échéant.

Le Bénéficiaire ne doit pas faire obstacle aux aménagements liés à la restauration du site ou à son ouverture au public et aux usages autorisés.

De manière générale, le Bénéficiaire indique qu'il a une parfaite connaissance des parcelles objet de la convention et qu'il s'engage à alerter le Conservatoire et le Gestionnaire sur des actes ou des faits portant atteinte à ces espaces et aux espèces.

Les lois et règlements en vigueur doivent être strictement respectés par le bénéficiaire de l'autorisation, notamment ceux relatifs à l'urbanisme, à l'environnement, à la police, aux monuments historiques classés, à l'ouverture au public et à l'hygiène et à la sécurité au travail.

Toute activité et usage autre que ceux prévus à l'article 4 sont interdits sauf avec l'accord préalable exprès du Conservatoire.

4.2. Conditions techniques d'exercice de la chasse

Les conditions techniques d'exercice de la chasse sont exposées dans le cahier des charges annexé à la présente convention.

4.3. Gestion par la chasse des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD) hors sangliers

Le Bénéficiaire est responsable du maintien des populations animales à un niveau tel que ni le Conservatoire, ni le Gestionnaire ne puissent être accusés de négligence en la matière. Il aura donc pour objectif d'anticiper sur les besoins de régulation ou de destruction des animaux surabondants susceptibles de causer des dégâts aux cultures ou des déséquilibres écologiques. Il prendra donc toutes les mesures nécessaires – suivis et gestion par la chasse - pour que la présence de ces animaux ne nuise pas aux activités économiques à proximité du site et à la sécurité des personnes lors des déplacements routiers.

En cas de constatation d'impacts du milieu liée à la présence soutenue des populations de sangliers, le Gestionnaire prendra l'attache du lieutenant de louveterie compétent sur le secteur qui prendra toutes dispositions afin de réguler cette espèce.

En cas d'échec de gestion des populations animales par la chasse, la régulation administrative s'effectue sous l'autorité du Préfet en lien avec la louveterie ou le Gestionnaire le cas échéant.

4.4. Surveillance et police de la chasse

Conformément aux dispositions des articles L. 172-5 et L. 172-6 du code de l'environnement, le Bénéficiaire et ses ayants droit sont tenus de laisser pénétrer les agents mentionnés à l'article L. 172-1 du code de l'environnement dans toutes les installations fixes visées à l'article 1 de la présente convention en vue de constater les infractions commises en matière de chasse et de protection de la faune et de la flore.

Tout chasseur qui aura interdit l'accès de son installation aux agents mentionnés à l'article L. 172-1 du code de l'environnement est privé de participer à la jouissance et à l'exploitation de la chasse sur l'ensemble des parcelles. En outre, le Bénéficiaire peut recruter des gardes particuliers pour surveiller ses parcelles.

4.5. Actions en faveur de la gestion et la conservation du site

Le Bénéficiaire peut participer aux objectifs de gestion du site *tels que définis dans le plan de gestion*. La liste et la période de réalisation des opérations auxquelles il participe seront établies, en lien avec Conservatoire et le Gestionnaire lors du bilan annuel de la saison de chasse.

La contribution active à la gestion du site peut être prise en compte dans le calcul de la redevance par le biais d'abattement à la redevance de référence (cf. article 3 et annexe financière). Les travaux qui servent directement l'activité de chasse ne sont pas pris en compte.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

5.1. Responsabilités

Le Bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de l'activité de chasse sur le site.

Le Bénéficiaire est tenu de faire respecter les règles de sécurité prises en application de l'article L. 424-15 du code de l'environnement et des mesures complémentaires du schéma départemental de gestion cynégétique.

Le Président de la structure bénéficiaire est tenu d'informer (inscription au règlement intérieur) l'ensemble de ses membres de l'ouverture du site au public (et qu'il est fortement fréquenté en certains lieux) et qu'en conséquence ils doivent prendre toutes les mesures de précaution dans l'exercice de leur activité de chasse.

5.2. Assurances

Le Bénéficiaire s'engage à souscrire une assurance en responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature résultant de son propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit, ainsi que des biens dont il répond, à l'égard des tiers, de lui-même ou de toute autre personne intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit, du fait ou à l'occasion de l'usage du domaine public, ou à l'occasion de travaux qu'il réalise ou qu'il fait réaliser.

Le Président de la structure bénéficiaire produit chaque année, un mois avant la date de l'ouverture de la chasse une copie des attestations d'assurance " responsable-organisateur de chasse " et responsabilité civile afin que ni le Conservatoire, ni le gestionnaire ne puissent être inquiétés.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire veille à l'application et au respect des termes de la présente convention. Il est l'interlocuteur privilégié du Bénéficiaire. Il avertit le Conservatoire de tous les manquements du Bénéficiaire.

ARTICLE 7 : SUIVI DE LA CONVENTION

7.1. Bilan annuel

Le Bénéficiaire se tient à disposition du Gestionnaire et du Conservatoire du littoral pour un retour et un bilan annuel de la saison de chasse (ex : tableaux, battues...) **dans les trois mois suivant la fermeture générale de la chasse.**

7.2. Modification du dirigeant du bénéficiaire

Si le président de la structure bénéficiaire vient, pour quelque cause que ce soit, à cesser ses fonctions en cours de convention, la structure bénéficiaire présente, dans un délai maximum de soixante jours, un remplaçant au Gestionnaire et au Conservatoire du littoral.

L'inobservation de cette prescription peut entraîner la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

7.3. Infractions et sanctions

Le non-respect par le Bénéficiaire, ou de l'un de ses membres, des termes de la présente convention, ou des règles générales de la chasse, peut entraîner la suspension de l'autorisation de chasser sur le site pour une saison complète et la suppression en cas de récidive.

En application de l'article R.428-21 du code de l'environnement la responsabilité pénale de la personne morale titulaire de l'autorisation de chasser peut être engagée.

ARTICLE 8 : PROCÉDURE DE CONCILIATION

8.1. Mise en demeure préalable

En cas de non-respect de la convention et de son cahier des charges, et notamment en cas de défaut de paiement total ou partiel de la redevance, le Conservatoire du littoral met en demeure le Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai maximum de 30 jours, de se mettre en conformité avec ses obligations.

8.2. Procédure de conciliation

Une commission de conciliation peut être réunie à la demande de l'une ou l'autre des parties, pour tout cas de litige.

Celle-ci est composée à parité, d'une part, de représentants du Conservatoire du littoral et du Gestionnaire et, d'autre part, de personnes représentant le Bénéficiaire, dont notamment un membre de la Fédération Départementale des Chasseurs du VAR lorsqu'une convention de partenariat a été conclue entre le Conservatoire du littoral et celle-ci.

Les parties peuvent proposer la présence de divers membres siégeant à titre consultatif.

Lorsque le Bénéficiaire sollicite la tenue d'une commission de conciliation, il en fait la demande au Conservatoire du littoral par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse dans un délai d'un mois par le Conservatoire du littoral à compter de la réception de la demande, celle-ci sera réputée refusée.

Lorsque le Conservatoire du littoral souhaite tenir une commission de conciliation, il en informe le Bénéficiaire par courrier avec accusé de réception, un mois au préalable.

Le Bénéficiaire devra alors fournir au Conservatoire du littoral la liste des personnes dont il souhaite la présence dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier de l'une ou l'autre des parties.

En cas d'absence du Bénéficiaire ou de ses représentants, la commission de conciliation sera réputée réunie et ses décisions valables.

Un procès-verbal est établi à l'issue de la commission de conciliation, présentant :

- l'objet du litige ;
- la position de chacune des parties vis-à-vis du litige ;
- les modalités de règlement amiable du litige ou l'absence d'accord sur le règlement du litige.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

9.1. Résiliation pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le Bénéficiaire de se conformer à l'une des conditions générales ou particulières de la présente convention, celle-ci peut, en application de l'article R.2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques, être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

9.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article R.2122-7 précité, la convention d'usage peut être résiliée à tout moment pour motif d'intérêt général sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'impossibilité partielle d'exercice de la chasse justifié par un motif d'intérêt général, le Conservatoire et le gestionnaire prennent les mesures qui s'imposent (suspension de la convention ou réduction en proportion de la redevance).

9.3. Renonciation à la convention par le Bénéficiaire

Dans le cas où il renonce au présent contrat avant la date fixée, le Bénéficiaire en informe le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de 3 mois avant le terme souhaité.

ARTICLE 10 : LITIGES

Conformément à l'article L.2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas de litiges entre les parties sur les modalités et exécution de la présente convention le tribunal administratif de TOULON sera saisi.
– <http://www.annuaires.justice.gouv.fr>.

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Cartographie du parcellaire
- Annexe 2 : Calcul de la redevance
- Annexe 3 : Cahier des charges

A Rochefort, le :

Le Bénéficiaire

Le Gestionnaire

Le Conservatoire du littoral

Jean Pierre CZERNIAK
Président

M. Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Mme Agnès Vince
Directrice

Annexe 1

Listes et localisation des parcelles (chassables) objet de la COTUC du site de la Presqu'Ile de Giens

LISTE DES PARCELLES CHASSABLES			
Communes	Section	Numéro	Surface chassable Contenance en m2
Hyères	G	1515a	30245
Hyères	G	1489	2320
Hyères	G	1502	1550
Hyères	G	1586	4440
Hyères	G	1597	866
Hyères	G	1604	15800
Hyères	G	4631	12725
Hyères	G	4633	9730
Hyères	G	4636	43334
Hyères	G	4637	2425
Hyères	G	5429	10105
Hyères	G	5430	92000
Hyères	G	1490	4690
Hyères	G	1491	4230
Hyères	G	1503	25235
Hyères	G	1504	265305
Hyères	G	1577	5055
Hyères	G	1578	1350
Hyères	G	1602	1010
Hyères	G	1603	452
Hyères	G	1605	4765
Hyères	G	1606	6545
Hyères	G	1607	138260
Hyères	G	1608	1720
Hyères	G	1609	13650
Hyères	G	1610	11510
Hyères	G	1611	13285
Hyères	G	1612	14205
Hyères	G	2134	2362
Hyères	G	2382	5167
Hyères	G	2383	1033
Hyères	G	2757	350
Hyères	HD	2	1553
Hyères	HD	20	13946
Hyères	HD	21	4140
Hyères	HD	22	3708
Hyères	HD	23	52303
Hyères	HD	24	1981
Hyères	HD	25	374
Hyères	HD	27	14554
Hyères	HD	34	23863
Hyères	HD	35	4010
TOTAL			866151 soit 87 ha

LISTE DES PARCELLES NON CHASSABLES			
Communes	Section	Numéro	Surface non chassable Contenance en m2
Hyères	G	1515b	9880
Hyères	G	1567	795
Hyères	G	1483	2660
Hyères	G	1484	1570
Hyères	G	1485	202215
Hyères	G	1486	810
Hyères	G	1487	2080
Hyères	G	1488	752
Hyères	G	1505	2995
Hyères	G	1506	12595
Hyères	G	1572	3060
Hyères	G	1573	2052
Hyères	HD	1	9051
Hyères	HD	26	26908
Hyères	HD	28	35519
Hyères	HD	36	2565
Hyères	HH	273	1782
Hyères	HH	276	1729
Hyères	HL	37	11571
Hyères	HL	5	48582
TOTAL			379171 soit 38 ha



Zone de chasse - Presqu'île de Giens



Annexe 2

MODE DE CALCUL DE LA REDEVANCE

La présente annexe indique les éléments de principe et de méthode utilisés pour le calcul de la redevance de la convention d'occupation temporaire à usage cynégétique. Elle constitue le socle national, commun à l'ensemble de l'établissement, à partir duquel le calcul de chaque redevance cynégétique est établi. Elle comprend 2 parties :

- La **définition de la redevance dite « de référence »** qui correspond au montant à payer par le Bénéficiaire au titre du CG3P (article L2125-1), c'est-à-dire de l'occupation ou de l'utilisation du domaine public ;
- La **définition des abattements financiers** qui sont évalués en fonction des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire en faveur de la gestion du site et de sa conservation et qui sont déduits de la redevance de référence.

Toutes dérogations au socle national tel que présenté ci-après doit être soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

REDEVANCE DE REFERENCE

La redevance de référence est définie selon 2 critères principaux :

- le type de chasse, avec ou sans installation fixe ;
- le type de structure bénéficiaire de la convention, dont dépend l'accès des chasseurs à la pratique : « communale » (accès ouvert) ou chasse « privée » (accès restreint) .

A- Redevance de référence pour la chasse SANS INSTALLATION FIXE

- « **Chasse communale** » : concerne les Bénéficiaires représentant une ACCA, AICA ou une association de chasse communale de type loi 1901 (société ou amicale de chasse), dont le statut fondateur de la structure ouvre, l'adhésion aux chasseurs de la (ou des) commune(s) concernée(s).

Le barème de référence se décline en fonction de la surface chassable.

B- Redevance de référence pour la chasse AVEC INSTALLATION FIXE (poste fixe : tonne ou hutte, palombière, pante) : pour les Bénéficiaires qui pratiquent la chasse à poste fixe

- « **Chasse communale** »

Le tarif unique par installation « poste fixe » est de : 30 €/installation.

➔ *Redevance pour la chasse, SANS INSTALLATION FIXE*

Surface totale conventionnée (ha) <i>Pour information</i>	Surface en réserve de chasse (ha) <i>Pour information</i>	Surface chassable, soumise à redevance (ha)	Coût/ha (€/ha)	Total Surface chassable (€)
87 ha		87 ha	5 €/ha	435 €

➔ *Redevance pour la chasse, AVEC INSTALLATION FIXE*

Nombre de poste fixe	Coût/poste (€/poste)	Total Installation (€)
4	30 €/poste	120 €

TOTAL REDEVANCE DE REFERENCE (€)	555 €
---	--------------

ABATTEMENTS

Trois types d'abattements sont définis avec l'objectif de :

- encourager une maîtrise de la pression de chasse en adaptant les prélèvements et la fréquence de chasse ;
- impliquer les chasseurs dans la gestion du site, à travers la réalisation d'actions prévues dans le cadre du plan de gestion ou autre document de référence ;
- valoriser les connaissances naturalistes de terrain des chasseurs.

Les abattements pour chacune des 3 catégories ci-dessus sont plafonnés et la somme des abattements des 3 catégories ne doit pas dépasser 80 % d'abattement du montant total de la redevance de référence.

Chasseurs « responsables » 45 % maximum d'abattement	<i>Maitrise ou abandon de prélèvement au sein de populations sensibles [à adapter en fonction des sites] arrêt bécassier/ chasse à pieds</i>	0 %
	<i>[sites avec enjeux accueil du public] Retrait du dimanche et jours fériés / mercredi / vacances scolaires</i>	0 %
	<i>Diminution de la fréquence de chasse et notamment restriction sur les périodes d'ouverture de chasse (par exemple date d'ouverture au gibier d'eau différée)</i>	5 %
	<i>Problématique de régulation ESOD identifiée (avis DGPat préalable, sur présentation de CR de comité de gestion ou autre document de référence de gestion du site)</i>	5 %
	TOTAL	10 %

Chasseurs « acteurs » 30 % maximum d'abattement	<i>Participation aux opérations de gestion définies dans le pdg ou autre document de référence (travaux, régulation espèces ...)</i>	0 %
	<i>Participation à la gouvernance du site (comité de gestion)</i>	0 %
	<i>Police de la chasse affectée au site (dont garde particulier)</i>	0 %
	<i>Chantiers participatifs (ramassage des déchets, arrachage EEE, ...)</i>	0 %
	TOTAL	0 %

Chasseurs « experts » 15 % maximum d'abattement	<i>Participation à des programmes de recherche</i>	0 %
	<i>Transmission de données d'observation naturaliste sur le site</i>	0 %
	<i>Suivi des populations de faune sauvage (protocole FDC, inventaire des gestionnaires...)</i>	0 %
	<i>Retour des prélèvements et bilan de chasse consolidé pour le site</i>	10 %
	<i>Pédagogie de l'environnement, sensibilisation à l'histoire du site et son patrimoine culturel (en lien avec le pdg)</i>	0 %
	TOTAL	10 %

CALCUL DE LA REDEVANCE FINALE ANNUELLE

Redevance de référence	Taux d'Abattement	Redevance à payer
555 €	20 %	444 €

Annexe 3

CAHIER DES CHARGES

A l'échelon national, environ 60% des terrains du Conservatoire du littoral sont chassés. Le Conservatoire y privilégie une pratique populaire et intégrée aux territoires. Les bénéficiaires y pratiquent une chasse exemplaire et durable, compatible avec les objectifs de préservation des équilibres écologiques et d'accueil du public.

Le Conservatoire du littoral, le gestionnaire, les sociétés locales de chasse et la fédération des chasseurs peuvent mener conjointement un diagnostic cynégétique afin de définir la gestion cynégétique à mettre en place, les moyens à déployer et les outils de suivi les plus adaptés.

MESURES « SOCLE »

Comprennent les dispositions qui s'appliquent de façon générale, à toute convention d'usage cynégétique

Maintenir des sites attractifs pour la faune sauvage et notamment l'avifaune

- Adapter la pression de chasse (période de chasse sur la saison, jours de non chasse hebdomadaire) ;
- Mettre en place de réserves de chasse et de faune sauvage fonctionnelles à des échelles adaptées, dans des zones optimisées sur les plans trophiques et de tranquillité.

Maintenir voire restaurer le bon état des populations naturelles des espèces gibier par une gestion des pratiques de chasse adaptée

- Mettre en place en concertation des outils de gestion cynégétique prévus par le Code de l'Environnement (Schéma Départemental de Gestion Cynégétique, Plan de gestion cynégétique, Prélèvement Maximum Autorisé, Réserves de chasse et de faune sauvage, etc.) ;
- Les lâchers de tir sont interdits. Les lâchers de gibier doivent avoir un caractère exceptionnel et à des fins de repeuplement, et s'inscrire dans un plan de gestion de l'espèce considérée auquel est adjoint un protocole de suivi de l'espèce considérée ;
- L'agrainage du gibier est interdit.

Contribuer au bon état écologique et paysager des espaces naturels protégés

- Réguler par la chasse les espèces surabondantes occasionnant des déséquilibres écologiques ou des dégâts aux cultures et aux récoltes (pression de chasse suffisante) ;
- Le tir et port de munitions au plomb sont interdits sur les sites en zone humide ;
- L'installation de volière est interdite pour les appelants utilisés pour la chasse au gibier d'eau.

L'exercice de la chasse sur le site considéré s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur fixée par les autorités administratives, en conformité avec l'article L424-2 du code de l'environnement.

MESURES PARTICULIÈRES AU SITE
Comprennent les dispositions convenues entre les parties, propres au site

1. Technique de chasse et territoire

L'autorisation de chasser est délivrée pour la chasse à tir. Toute autorisation pour un autre mode de chasse sera soumise à autorisation expresse délivrée par le Gestionnaire après accord du Conservatoire.

Territoire : Conformément à la carte mentionnée en annexe 1 ainsi qu'à la liste des parcelles de l'Article 1, la chasse est autorisée seulement sur les parties en couleur verte, (sauf pour le sanglier ou la chasse reste possible sur toutes les parcelles du site, après définition annuelle d'un calendrier de battues autorisé et validé par la commune de Hyères, le Gestionnaire et le Conservatoire du littoral.

Les secteurs exclus de la présente convention sont :

- **Le secteur Est du Parc des Chevaliers** pour des raisons de sécurité car il concentre une forte densité de visiteurs estimée à 80% de la fréquentation de la pointe occidentale. Les parcelles exclues de la convention sont les N°26 et N°28 de la section HD.
- **Une partie du secteur Nord du site des Chevaliers** (parcelle N°1504 section OG)
- **Les Îlots satellites :** la Redonne (parcelle N°36 section HD), l'Île Longue (parcelle N°1506 section OG) et la Ratonnière (parcelle N°1505 section OG)
- **La pointe de l'Esquillier** (parcelle N°1 HD)
- **Une partie du secteur EST du site de la Darboussière** (parcelle N°1483 et N°1485 section OG, parcelle N°273 section HH)
- **L'ensemble du site péri-urbain du Pic du Niel** (parcelle N°5 et N°37 section HL)

2. Période de chasse, jours et heures de chasse

L'ouverture de la chasse sur le site est autorisée dans la limite des dates définies par l'autorité préfectorale et conformément à l'article L 424-2 du Code de l'Environnement.

La chasse est uniquement autorisée :

- Période du 1^{er} octobre au 30 novembre : tous les jours jusqu'à 12h00 (poste fixe)
- Période du 1^{er} décembre au 20 février : seulement les lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi et jours fériés jusqu'à 12h00

La chasse est uniquement autorisée conformément aux dates et plages horaires stipulées dans l'Arrêté Préfectoral annuel relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse.

3. Espèces du gibier chassables et PMA

La liste du gibier chassable fixée par arrêté ministériel et revue par le Préfet annuellement peut être réduite par la présente convention en application des objectifs définis dans le plan de gestion. Cette liste est soumise à la validation du Comité de gestion. A ce titre, la chasse à la Bécasse est autorisée du 1^{er} décembre au 20 février.

La présente convention vise la chasse : *principalement des gibiers migrateurs (grives, pigeons ramiers, etc...).*

4. Installations fixes

4.1 Equipement et travaux d'entretien des installations

Lorsque les installations fixes autorisées sont maintenues, elles devront être entretenues avec des matériaux naturels et devront s'intégrer dans le paysage et sans porter atteinte à la végétation des sites, en concertation étroite avec le Gestionnaire et le Conservatoire du littoral

En dehors de la période de travaux, l'usage de tout véhicule motorisé est interdit.

L'accès en véhicules à moteur aux installations pour effectuer des réparations est strictement réglementé (nombre limité de passage autorisé et sous conditions) et soumis à autorisation du Conservatoire et du Gestionnaire.

4.2 Appelants

L'installation de volière est interdite

L'emploi de dispositifs sonores reproduisant les cris d'animaux pour attirer le gibier est strictement interdit. Le port d'enceinte est interdit

5. Stationnements, accès et circulation

Sur les aires de stationnement et aux abords immédiats (maximum 150 m), il y a interdiction de chasse et les chasseurs doivent se présenter fusils déchargés et cassés, leurs chiens qui ne seront pas en action de chasse sous le contrôle de leur maître.

6. Respect du site et autres usagers

Le Bénéficiaire et les membres de l'Association ramassent les douilles après chaque tir et doivent respecter les plantations, les clôtures ainsi que les équipements installés par le Conservatoire (panneaux d'information et d'entrée de site notamment) et le Gestionnaire.

Tout panneau qui fera l'objet de déprédation par tir sera remplacé aux frais du Bénéficiaire.

Afin d'éviter tout incident avec le public, le Bénéficiaire respecte les règles de courtoisie envers les promeneurs et autres usagers du site.

A Rochefort, le :

Le Bénéficiaire

Le Gestionnaire

Le Conservatoire du littoral

Jean Pierre CZERNIAK
Président

M. Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Mme Agnès Vince
Directrice

